

L'européisme après l'expérience grecque

Un vieux monde disparaît en Europe ; une nouvelle ère politique s'ouvre. L'« expérience grecque » relance le débat à gauche : l'euro et l'Union européenne sont-ils réformables, ou bien faut-il en sortir ?

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

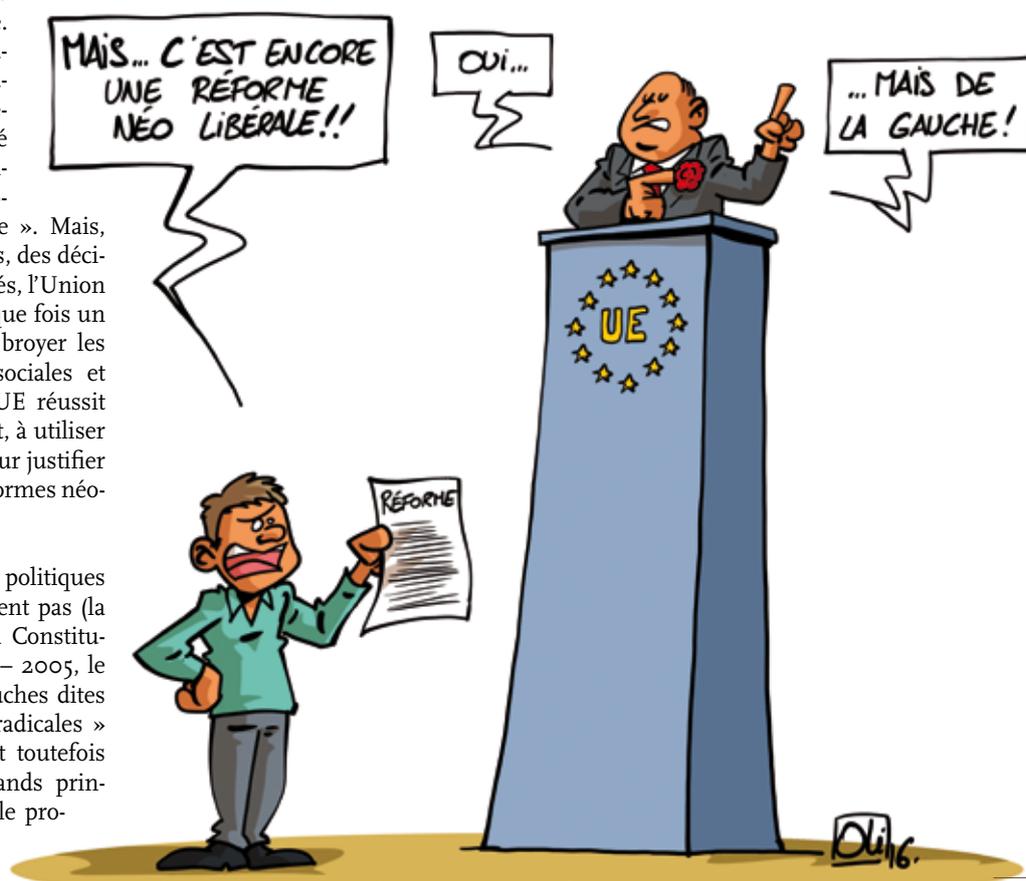
Union européenne (UE), eurozone : stop ou encore ? Entre 2003 et 2005, les gauches « alter-mondialistes » européennes se sont mobilisées contre le projet de Constitution européenne, en particulier en France, où un vaste débat a été ouvert sur l'Europe dans la population suite à l'organisation d'un référendum. Le « non » a emporté une majorité des suffrages des Français le 29 mai 2005, puis au référendum organisé aux Pays-Bas. Hélas, ces résultats ont été foulés aux pieds et le contenu du traité (rebaptisé « Traité de Lisbonne ») a été adopté en 2008, via une procédure purement parlementaire. Depuis, deux élections européennes se sont déroulées, où les partis de centre-gauche n'ont pas manqué de continuer à faire miroiter à leurs électeurs des promesses « d'Europe sociale ». Mais, dans les faits, au fil des ans, des décisions et des nouveaux traités, l'Union européenne devient à chaque fois un peu plus une machine à broyer les salaires, les protections sociales et les services publics. Et l'UE réussit de surcroît, le plus souvent, à utiliser les crises qu'elle génère pour justifier l'adoption de nouvelles réformes néolibérales.

Unies pour dénoncer les politiques de l'UE dont elles ne veulent pas (la directive Bolkenstein et la Constitution européenne en 2003 – 2005, le TTIP aujourd'hui), les gauches dites « alter-mondialistes », « radicales » ou « anti-libérales » n'ont toutefois jamais eu, au-delà de grands principes généreux, de véritable programme commun pour l'Union européenne, et

encore moins pour ses institutions. Depuis la fin de la première décennie des années 2000, le débat s'est timidement ouvert au sein de la gauche intellectuelle française quant à la possibilité (ou non) de donner une dimension sociale à l'Union européenne ou à l'opportunité de sortir de la zone euro (1). Jusqu'ici limité à des cercles restreints, ce débat connaît un nouvel essor après l'expérience grecque. Une séquence historique vient de se terminer avec l'acceptation des diktats austéritaires européens par la direction de Syriza.

Les questions sont posées : quelle est la nature de l'UE ? Est-elle ir/réformable ? Qu'en est-il de la zone euro ? Faut-il y demeurer ou les quitter ?

Trois éléments méritent, à tout le moins, d'être mis en évidence dans ce bilan nécessaire de l'expérience grecque : a) la Grèce connaît la plus importante récession subie par un pays européen depuis la Seconde Guerre mondiale ; b) pour la première fois dans l'UE, une formation de « gauche radicale » a accédé au pouvoir et désigné un Premier ministre ; ↗



POST DÉMOCRATIE

« Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens. »

Jean-Claude Juncker (PPE), président de la Commission européenne, *Le Figaro*, 29 janvier 2015.

« On ne peut pas laisser des élections changer quoi que ce soit. »

Wolfgang Schäuble (CDU), ministre des Finances allemand, février 2015.

« Nous espérons que les Grecs vont voter «Oui» au référendum par rapport à la demande des créanciers. Cela voudrait dire que le peuple donne une carte rouge à son gouvernement. M. Tsipras devrait en accepter les conséquences et, à mon avis, démissionner. [...] Dans l'attente de nouvelles élections, un gouvernement technocratique devrait être mis sur pied, avec lequel nous pourrions poursuivre les négociations. Si ce gouvernement temporaire arrive à un accord raisonnable avec les créanciers, l'ère de Syriza serait révolue. Ensuite, la Grèce aurait une nouvelle chance. »

Martin Schulz (SPD), président du Parlement européen, *Handelsblatt*, 3 juillet 2015.

EUROPÉISTE...

EUROPEISME « est un néologisme, utilisé par Jules Romains en 1915, qui désigne une propension en faveur du fédéralisme européen, de la construction et de l'intégration européenne (...) » (wikipedia).

« J'ai protesté, soulignant qu'il (NDLR Jeroen Dijsselboem, président de l'Eurogroupe) n'avait pas le droit, seul, d'exclure le ministre des Finances d'un Etat membre de la zone euro, et j'ai exigé une clarification juridique à ce sujet. Après une brève pause, le secrétaire nous a répondu : "L'Eurogroupe n'a pas d'existence légale. Il s'agit d'un groupe informel et, en conséquence, aucune loi écrite ne limite l'action de son président." Ces mots ont résonné à mes oreilles comme l'épithète de l'Europe que Konrad Adenauer, Charles de Gaulle, Willy Brandt, Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt, Helmut Kohl, François Mitterrand et bien



Alexis Tsipras (Syriza) : à défaut de « Plan B » face à l'Europe, son parti a capitulé et abandonné son programme.

des hôpitaux ont été supprimés. La non-vaccination infantile est passée de 3 % à 20 %. Les biens et entreprises publiques (îles, plages, ports, aéroports, production électrique...) sont privatisés et bradés au bénéfice de multinationales étrangères. La dette publique grecque est passée de 300 milliards en 2010 (130% du PIB) à 318 milliards en 2014 (177 % du PIB) (2). Alors que, depuis 2010, l'UE a mis la Grèce sous tutelle, les politiques d'austérité imposées ont complètement échoué à relancer son économie et amplifié sa destruction. Selon l'économiste Léonidas Vatikiotis : « On a compris récemment par une remarque d'Olli Rehn (commissaire européen aux Affaires économiques 2010-2014) en octobre 2013 que la rigueur et la mise sous tutelle de l'économie grecque, ainsi que des autres pays, Italie, Portugal, Espagne, Irlande, allaient se poursuivre jusqu'à ce que soient

Depuis 2008, malgré le pilotage économique imposé par l'UE, les richesses produites par l'économie grecque (PIB) ont diminué d'environ 30 %.

⇒ c) un premier régime « post-démocratique » a été mis en place par l'UE au sein de l'UE.

La plus grande récession dans l'UE

Depuis 2008, malgré le pilotage économique imposé par l'UE (ou plutôt largement à cause des politiques d'austérité imposées par l'UE), les richesses produites par l'économie grecque (PIB) ont diminué d'environ 30 %. 30 % des entreprises ont fermé. 1.000.000 emplois ont été perdus. Les salaires ont baissé d'environ 40 % et les retraites de 45 %. 72 % des jeunes femmes étaient au chômage début 2015. Seul un chômeur sur dix a droit à une allocation de chômage. Les PME doivent désormais anticiper le paiement de 100 % des impôts dus pour l'année suivante. Le budget de l'Education a diminué de 33 % entre 2009 et 2013. 605 établissements d'enseignement ont été fermés. Le nombre d'enseignants de l'Education nationale a diminué de 20 %. Les effectifs dans le système de santé publique ont diminué de 60 %, les frais de fonctionnement ont été réduits dans la même proportion. 40 %

remboursés 75 % de l'argent dû par ces pays au Mécanisme européen de stabilité. On parle de l'horizon 2050. C'est comme s'ils nous disaient : "Oubliez les congés payés, oubliez les hôpitaux, oubliez la Sécurité sociale, oubliez les universités publiques, oubliez même l'école publique. Désormais, seul celui qui a de l'argent ira à l'hôpital, lui seul ira à l'université pour étudier." Évidemment, on comprend que cette société, déjà configurée en Grèce, deviendra une jungle. C'est une société dont les rues sont pleines de mendiants, dont les membres qui, hier encore, bénéficiaient d'un haut niveau de vie, d'une vie normale en Europe, sont devenus des miséreux sans logis. » (3)

Le premier gouvernement de gauche radicale

L'acceptation des politiques d'austérité promues par l'UE a généré un bouleversement du paysage politique grec. Alors que le Pasok (parti socialiste grec) – qui avait accepté de faire appliquer ces politiques d'austérité – passait de 43 % des voix en 2009 à 4 % des voix en décembre 2014, le parti de gauche radicale Syriza, qui s'y opposait, passait quant à lui de

4 % à 36 % des voix. En janvier 2015, Syriza, devenue ainsi la première force politique du pays, a formé le gouvernement dirigé par Alexis Tsipras. Il s'agissait d'un événement inédit au sein de l'UE.

En effet, Syriza (« Coalition de la gauche radicale ») est originairement issue d'un regroupement de différents courants de gauche dits

Un régime post démocratique made in EU

Après la fermeture de l'accès de l'Etat grec au marché privé des capitaux (vu le risque de « défaut sur la dette », c'est-à-dire de non-remboursement), les institutions européennes (Banque centrale européenne et Mécanisme européen de stabilité, en partenariat avec le Fonds moné-

Peu après avoir accédé au pouvoir en janvier 2015, la direction de Syriza s'est inscrite dans une logique de poursuite des politiques d'austérité.

communistes ou anti-capitalistes (ex-dissidents du KKE, trotskystes, maoïstes, libertaires...), enracinée dans les luttes de la population contre les politiques d'austérité. Elle a trouvé son carburant électoral dans l'affirmation concomitante de son attachement à l'UE et de son rejet des politiques d'austérité impulsées par les memoranda européens. Syriza proclamait ainsi dans son Congrès de 2013 : « Nous annulons les memoranda et leurs lois d'application. Nous mettons en œuvre un programme de redressement économique et social, de reconstruction productive et écologique [...] Nous prévenons la transformation de notre pays en colonie de la dette. Nous renégocions des conventions de prêt et annulons leurs conditions onéreuses [...] Aucun sacrifice pour l'euro ! La priorité absolue pour Syriza est d'éviter une catastrophe humanitaire et de satisfaire aux besoins sociaux. » (4).



taire international), ont racheté les créances grecques douteuses, détenues jusque-là majoritairement par des banques privées européennes. Elles ont également octroyé (moyennant des taux d'intérêt élevés) de nouveaux prêts à la Grèce, afin de lui permettre de rembourser ses dettes précédentes. Ces nouveaux prêts sont régulièrement conditionnés à l'adoption de « memorandum », c'est-à-dire d'une liste de mesures précises que la Grèce doit adopter dans tous les domaines (budget, salaires, retraites, droit du travail, services publics, fiscalité, justice...) selon un calendrier précis et qui visent à implémenter en Grèce l'austérité et la politique économique décidée par l'UE. Vu l'appartenance de la Grèce à la zone euro, la création de la monnaie utilisée par la Grèce relève de la compétence de la Banque centrale européenne (BCE). Cette dernière utilise cette position pour menacer la Grèce de couper l'accès aux liquidités à ses banques, ce qui aurait pour conséquence leur fermeture et l'asphyxie monétaire de l'économie grecque. Cette menace est régulièrement brandie, tant pour imposer l'adoption des memoranda d'austérité que le respect de leur application.

Force est de constater que, peu après avoir accédé au pouvoir en janvier 2015, la direction de Syriza s'est inscrite, dès février, dans une logique de poursuite des politiques d'austérité qui a culminé par l'aval donné, le 13 juillet 2015, aux mesures prises par les gouvernements précédents et à un nouvel ensemble de mesures d'austérité (5).

M-L. Coulmin-Koutsaftis résume l'impact de ce fonctionnement sur la démocratie représentative grecque : « Les politiques prônées par les memoranda ont été imposées à travers d'énormes catalogues de réformes de plusieurs centaines de pages, parfois non traduits en grec, parfois transmis la veille pour être votés en une nuit par le Parlement grec, selon une procédure ↗

⇒ d'autres avaient cherché à créer. D'une Europe que j'avais toujours considérée, depuis l'adolescence, comme ma boussole. » Yanis Varoufakis, Syriza, ministre des Finances grec (« Europe, le révélateur grec », p. 26).

« La Confédération européenne des syndicats (CES) soutient la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE) qui a, aujourd'hui, demandé l'annulation du référendum. Lors d'une séance plénière convoquée ce mercredi 1^{er} juillet 2015, le syndicat grec a déclaré : «[...] Nous exigeons l'annulation immédiate du référendum. En tant que principale organisation syndicale des travailleurs du secteur privé en Grèce, nous envoyons un message clair dans toutes les directions : l'orientation européenne de notre pays est non négociable. Nous disons oui à l'Europe des peuples et de la solidarité ! Nous disons oui à la monnaie commune et à une Europe fédérale ! » Communiqué de presse de la Confédération européenne des syndicats, 1^{er} juillet 2015.

« La construction d'un espace public européen est une tâche historique dont le processus technocratique et néolibéral de construction européenne a cru pouvoir se passer. Mais elle est aujourd'hui absolument nécessaire pour engager une refondation démocratique du projet européen, lui-même indispensable à la construction de la coopération mondiale sans laquelle l'humanité ne résoudra pas les défis vitaux que sont les inégalités, les migrations et le changement climatique. Nous ne serons capables de construire cet espace public qu'en portant les débats et conflits à ce niveau, en construisant des mobilisations européennes. » Pierre Khalfa et Thomas Coutrot (Europe, l'Expérience grecque, p. 194).

... OU PAS ?

« Il faut entreprendre un nouveau projet politique. Ce projet politique devra avoir une nette orientation de classe, être démocratique et anti-européiste. [...] D'abord, la libération du peuple grec du joug ↗

⇒ de la zone euro, et donc l'élaboration d'un plan de sortie immédiate des mémoranda et de l'euro ainsi qu'une confrontation systématique avec l'Union européenne – qui peut à mon sens aller jusqu'à la décision de ne plus être membre. Ensuite, la reconstruction du pays – de son économie, de son Etat, de sa fabrique sociale – qui devra être conduite par les classes ouvrières et le bloc populaire. [...] il s'agit d'un projet internationaliste en un sens bien plus concret : ouvrir une brèche à partir du maillon faible de la zone euro et de l'union européenne pourrait ouvrir la voie à d'autres ruptures en Europe et constituer le point de départ d'une contre-offensive contre l'édifice réactionnaire et anti-démocratique de l'Union européenne. »
Stathis Koulevakis – ex-Syriza/ Unité populaire (*La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale*, p. 174).

« Entre le combat contre l'austérité et le respect du mythe européen, Alexis Tsipras a choisi le deuxième. Le leader de Syriza n'était donc pas le "marxiste" ou le "communiste" qui effrayait la presse financière du monde entier. Son socle théorique est celui de son époque, autrement dit, il est très léger. A l'image de sa génération, le seul horizon d'Alexis Tsipras est celui de l'Europe. Une Europe qu'il identifie à l'Union européenne. Sa "radicalité" de gauche, en réalité son réformisme social, ne pouvait évoluer que dans le cadre européen. Et s'il fallait sacrifier cette radicalité à l'Europe, le choix était fait sans hésitation. (...) Ce dernier n'avait donc pas la capacité de dépasser ce qu'il était : un Européen né en 1974, construit politiquement dans la vénération de la construction européenne. Une vénération qui l'empêchait de relever le défi de la 'guerre totale' menée par l'Ordre européen. (...) D'où le choix d'un "moindre mal" qui, désormais, fait rentrer Syriza dans les rangs de la social-démocratie européenne. On comprend dès lors quelle est la force de l'Ordre européen : s'identifier à l'idée européenne pour désamorcer toute opposition directe et désarmer son adversaire. »
Romaric Godin (*Coulmin-Koutsaftis et alii*, 2015, p. 24)

⇒ d'urgence. [...] Un exemple caractéristique : l'article de 800 pages adopté en une nuit par l'Assemblée grecque entre le 7 et le 8 novembre 2010. Pas le temps de discussion, pas d'aménagements ni d'amendements, pas de deuxième lecture, les députés sont amenés à se prononcer en une journée par un "Oui" à tout ou un "Non" qui ne permet pas la nuance. En particulier pour la période 2010-14, les députés ont avoué qu'ils n'avaient même pas lu les corps des lois

L'adoption de ce troisième memorandum d'austérité par le gouvernement d'Alexis Tsipras, une semaine à peine après que le peuple grec l'ait rejeté par référendum (et à 61% des votants), est emblématique du renversement de la démocratie tant en Grèce qu'au niveau de l'UE. Zoe Konstantopoulou, ex-présidente du Parlement grec, a tiré le bilan de ce coup d'état contre la démocratie organisée par l'UE en terme éloquent :

Aucun « peuple européen » n'a surgi pour offrir un soutien effectif à la volonté de « désobéissance » un temps affichée par de Syriza.

sur lesquelles ils étaient appelés à se prononcer par procédure d'urgence. Enfin, le recours aux décrets présidentiels et aux décrets-lois est fréquent. » (6).

Le dernier memorandum imposé à la Grèce le 13 juillet 2015, sous la menace de la fermeture des banques grecques et de l'exclusion unilatérale de la zone euro, prévoit en outre explicitement que « le gouvernement [grec] doit consulter les institutions [européennes] et convenir avec elles de tout projet législatif [...] avant de le soumettre à la consultation publique ou au Parlement ». Ce qui signifie qu'aucun projet de loi significatif ne peut désormais être discuté au Parlement grec s'il ne reçoit l'approbation préalable des institutions non élues de l'UE (BCE, Commission européenne) ainsi que celle du FMI. Parallèlement, il est prévu que des délégués des institutions européennes seront à nouveau envoyés sur place, au sein même des ministères grecs, pour vérifier l'application des mesures.

« C'est la Grèce qui a été choisie comme cobaye pour une expérience européenne de remplacement de la démocratie et des droits humains par un nouveau régime qui défie les marchés et la compétitivité, ignore les vies humaines et les êtres humains (...). Depuis 2010, en Grèce la démocratie a été lentement mais progressivement suspendue, et il a été mis en place un régime mémorandaire (...) les mémoranda ne sont pas des accords de refinancement, ils représentent une sentence de mort pour les peuples européens et pour le peuple grec, ils organisent un coup d'état contre la démocratie, ils promeuvent un régime totalitaire, qui utilise les banques et la monnaie dans un usage analogue à celui qui était fait par le passé des revolvers et des tanks. C'est un régime qui sera renversé par les peuples européens et leurs représentants élus, ou bien qui s'abattra sur l'Europe et se substituera à leurs acquis en matière de démocratie et de droits humains, qui peuvent seulement être basés sur la liberté humaine, la vie humaine et la dignité humaine. » (7).

3 juillet 2015,
devant le
Parlement grec :
la foule se
presse devant
le Parlement
grec pour
dire « Non » aux
diktats
de l'Europe.



L'application de ce régime post-démocratique par l'UE est désormais explicitement revendiquée, tant par le ministre des Finances allemand que par les présidents de la Commission européenne et du Parlement européen (*lire l'encadré en p. 70*), et ce sans que le Parlement européen ni les principales familles politiques qui le composent (hormis la Gauche unitaire européenne) n'aient formulé la moindre critique substantielle de ce régime.

Le test grec

L'expérience de Syriza en Grèce se révèle être une pierre de touche pour départager des thèses relatives à l'euro et à l'UE présentes au sein de « gauche de gauche » intellectuelle et politique, notamment française. Certains plaidaient en 2014 contre le « mirage d'une sortie de l'euro » et en faveur d'une « désobéissance aux traités », à commencer dans un seul pays, en tant qu'« outil capable d'accélérer l'émergence d'une communauté politique, un embryon de "peuple européen". (...) dans une perspective de refondation d'un nouveau projet européen » (8). Leur hypothèse ne s'est pas trouvée validée par l'expérience grecque. Aucun « peuple européen » n'a surgi pour offrir un soutien effectif à la volonté de « désobéissance » un temps affichée par de Syriza.

En dehors de cercles militants très restreints, aucune action politique ou syndicale commune et significative n'a été engagée. La perspective, défendue par Alexis Tsipras et Yannis Varoufakis (ministre des Finances

nance de la Grèce à la zone euro (9). Leur prévision a été réalisée en tous points.

Les leçons à tirer

Cet échec de Syriza aura été totalement vain si forces progressistes de Grèce et d'Europe n'en tirent pas les enseignements. A l'automne 2015, l'édition française a proposé une dizaine de livres qui tentent de les dégager (*lire la bibliographie pages 74 et 75*). Au niveau politique, un « Sommet internationaliste pour un plan B en Europe » s'est tenu à Paris le 23 et 24 janvier 2016, rassemblant notamment Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche), Zoe Konstantopoulou, Oskar Lafontaine (Die Linke), Costas Lapavitsas (Unité populaire) (10). Une autre réunion internationale « Pour un plan B pour l'Europe » s'est tenue à Madrid en février (11). Et en Belgique ? Le débat à gauche sur l'expérience grecque, l'UE et l'euro y semble très faible, si ce n'est autour d'associations, comme par exemple le CADTM, Attac, l'Initiative de Solidarité Avec la Grèce qui Résiste...

La seule contribution significative au débat venue d'un parti politique belge semble être la publication de « Treize thèses sur le diktat de Bruxelles, la Grèce et l'avenir de l'Europe » (12) par Peter Mertens, président du PTB. Il faut cependant constater que ce texte n'éclaire pas tout à fait le bilan tiré de l'expérience du gouvernement Syriza qui, selon Mertens, « ne pouvait aller plus loin que ce que lui permettaient ses moyens » et « à dû abandonner devant un chantage inhumain », ni sur

L'application d'un régime post-démocratique par l'UE est désormais explicitement revendiquée par les responsables européens.

grec) d'échapper à l'austérité mortifère, aux politiques néo libérales et anti-démocratiques de l'UE tout en restant dans la zone euro et dans l'UE s'est révélée un leurre. Inversement, avant même l'accession au pouvoir de la direction de Syriza, Frédéric Lordon et d'autres avaient prévu et annoncé l'échec total du programme et de la stratégie qu'elle défendait, dès lors que celle-ci refusait de remettre en cause l'apparte-

les voies que le PTB dégage pour « une tout autre Europe », où « la coopération et la solidarité remplacent la concurrence et l'inégalité », « autorisant les transferts financiers de solidarité », le « développement de monopoles publics », réalisant des « investissements sociaux et écologiques sans la muselière de normes d'austérité »...

Aucune de ces thèses ne tranche les questions de fond posées par l'expérience grecque et par rapport à ↗

GREXIT...

GREXIT : « Le terme "Grexit" (formé de l'anglais Greece, (Grèce) et exit (sortie), est le nom donné par la presse internationale à la possibilité de l'exclusion de la Grèce de la zone euro ou de son départ volontaire de la zone. (Wikipedia).

« Une sortie de l'Union économique et monétaire (UEM) n'aurait rien d'un dîner de gala. Mais l'histoire et la théorie monétaire permettent de dessiner les grandes lignes d'une stratégie, que l'on

peut résumer ainsi. Pour commencer, Athènes suspend sa participation à l'UEM sans revenir sur son adhésion à l'Union européenne. (...) La Grèce interrompt le remboursement de sa dette publique à l'étranger, c'est-à-dire, principalement, au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque centrale européenne (BCE). (...) Le pays reprend le contrôle de sa banque centrale, laquelle quitte l'eurosystème, mais pas le système européen des banques centrales. Le système bancaire est nationalisé et de nouveaux établissements, sains, voient le jour. (...) [L'Etat] met par ailleurs en place un contrôle des changes et des transactions bancaires, comme l'Union européenne l'a fait à Chypre en 2013, mais sans ponctionner les dépôts, lesquels sont convertis en nouvelles drachmes au taux de change de un pour un, tout comme les emprunts sous loi grecque. La nouvelle drachme se dévalue, probablement beaucoup, au cours des premières semaines, avant de se stabiliser quelques mois plus tard autour d'une décote de 10 % à 20 % de sa valeur initiale (sachant que le compte courant est déjà pratiquement à l'équilibre et que l'Etat aura mis en place un contrôle des changes). Les travaux empiriques montrent que l'impact sera positif sur la production et l'emploi, tandis que l'inflation ne devrait connaître qu'une augmentation modeste. La satisfaction des besoins des groupes le plus vulnérables de la société en produits de base – principalement l'essence, la nourriture et les médicaments – est élevée au rang de ↗



⇒ **priorité.** Un minimum de préparation devrait suffire à éviter le recours aux carnets de rationnement. Personne ne nie qu'un défaut et une sortie de l'euro auraient un coût social élevé, en particulier dans les premiers temps. Mais il s'agit d'une épreuve temporaire ; cela ne justifie pas que le pays tout entier accepte l'austérité qu'exige le maintien au sein de l'UEM. (...)

A l'heure actuelle, le coût de l'austérité repose en grande partie sur les salariés, les retraités, les pauvres et les classes moyennes inférieures. Un gouvernement de gauche profiterait d'une sortie de l'euro pour reporter ce fardeau sur les épaules des mieux lotis et pour transformer le rapport de forces au sein du pays. »

Kostas Lapavistas (*Europe, le révélateur grec* p. 70 et suiv).

...OU PAS ?

« Les perspectives d'utilisation positive du Grexit, agitées par des représentants de l'aile "marxiste" de Syriza ainsi que par des théoriciens d'extrême droite et d'extrême gauche en Europe, n'ont jamais eu la moindre chance de succès. Quand elles n'exprimaient pas tout simplement une opposition de principe à l'idée de la construction européenne, elles se fondaient sur une conception archaïque de l'autonomie des (petites) nations dans l'économie mondialisée, sur des conceptions autoritaires et inapplicables du 'contrôle' de la politique monétaire et de la circulation des capitaux (une sorte de réactualisation du 'communisme de guerre'), et sur une profonde inconscience des effets de la dévaluation sauvage et de la compétitivité à tout prix sur les classes populaires. » Etienne Balibar et alii (*Europe, l'expérience grecque - le débat stratégique*, p. 77)

« Tout aussi spéculative, me semble-t-il, est l'hypothèse que le peuple grec se montrerait à la hauteur de la situation [en cas de Grexit] et par pure volonté et par son travail non seulement supporterait la catastrophe menaçante, mais l'inverserait - c'est spécifiquement un étrange mélange de fantasmes nationalistes et maoïstes. » Stathis Gourgouris (*Ecrits sur la Grèce - Points de vue européens*, p. 61)

⇒ l'europhisme : la gauche doit-elle, ou non, plaider pour des sorties de l'euro ? Faut-il, ou non, plaider pour un refus de payer tout ou partie des dettes publiques (13) ? Faut-il, ou non, nationaliser les banques centrales, le secteur financier et les grandes infrastructures de production ? Peut-il y avoir à moyen terme des mouvements sociaux transeuropéens et une communauté de débat politique accessible à tous les Européens, vu leur fragmentation historique et linguistique ? La structure même des institutions de l'EU permet-elle l'émergence de leur démocratisation (14) ? Peut-il y avoir un contre-pouvoir populaire coordonné significatif, une démocratie réelle et un contrôle démocratique réels à l'échelle de l'UE ?

Certains plaident pour remettre à plus tard l'examen de ces questions, supposément diviseuses de la gauche, prématurées, réservées à des spécialistes ou stratégiquement inopportunes. Mais ce serait passer à côté de la leçon principale de l'expérience grecque. Lors de la campagne électorale de 2012, Alexis Tsipras, le dirigeant de Syriza, avait été sommé d'expliquer publiquement comment son parti comptait imposer à l'UE la fin de la mise en tutelle et des politiques d'austérité. Celui-ci avait esquivé la question : « *Nous estimons qu'aujourd'hui, dans la zone euro, aucun intérêt n'existe qui soit favorable à sa dissolution. A partir de là, bien sûr qu'il faut que chaque force politique sérieuse, sans parler d'un gouvernement*

L'UE, l'euro et la Grèce dans les livres...

Bibliographie francophone sommaire sur les questions posées par l'expérience grecque, avec quelques commentaires subjectifs.

Les livres de Lordon (2014) et Khalfa & alii (2014) donnent un aperçu de la discussion pour ou contre l'euro (si pas l'UE) dans la gauche française il y a deux ans. Les suivants ont été publiés à l'automne 2015 et tentent de contribuer au bilan des événements grecs.

▷ *La vérité sur la dette grecque - Rapport de la Commission pour la vérité sur la dette publique*

grecque (2015), Ed. LLL. Remarquable exercice d'enquête citoyenne, qui révèle la façon dont les banquiers internationaux ont organisé la mise à sac du pays, mais aussi la désinformation organisée à ce sujet à destination de l'opinion publique grecque et internationale.

▷ Balibar Etienne, Cuckier Alexis, Durand Cédric, Husson Michel et alii (2015), *Europe, l'expérience grecque - le débat stratégique*,

Ed du Croquant. Publié avec le soutien d'AT-TAC, de la Fondation Copernic et de la Fondation Gabriel Péri, ce recueil a le mérite de contenir en un seul volume tant des contributions favorables à une sortie de l'euro (voire de l'UE) que des textes qui plaident en sens inverse.

▷ Coulmin-Koutsaftis, Marie-Laure et alii (2015), *Les Grecs contre l'austérité - Il était une fois la crise de la dette*, Ed. Le Temps des Cerises. Outre le bilan détaillé de « la Grèce des mémoranda », ce recueil présente l'évolution du paysage politique grec depuis 2009, revient sur le traitement médiatique de la Grèce... Enfin, des contributions de Romaric Godin, d'Eric Toussaint et Olivier Delorme esquissent un bilan politique. Le livre avait initialement été conçu pour porter le titre de « L'espoir



qui se respecte, ait un plan pour affronter une situation d'urgence. Mais ne nous demandez pas de vous le détailler. Parce que, lorsque tu entres dans une négociation rude et difficile, il ne faut pas que l'adversaire connaisse d'avance tous les mouvements et tous les projets, cela n'a aucun sens, vous vous en rendez compte. » (15). Européiste fervent, il refusa paradoxalement d'ouvrir un véritable débat avec la population sur l'euro et l'UE. Le verdict fut rendu trois ans plus tard. Syriza n'avait pas forgé de véritable « plan B », n'avait mené aucun réel débat à ce sujet avec ses électeurs, et avait, depuis son accession au pouvoir, démobilisé la population en entretenant le mythe de discussions avec l'UE... Mis au pied du mur sans avoir préparé, organisé

la population pour confronter l'UE et mettre en œuvre un « plan B », il ne lui restait plus qu'à capituler et à abandonner son programme. La leçon sera-t-elle tirée par les gauches et les peuples européens ? □

(1) Denord et Schwartz *L'Europe sociale n'aura pas lieu* (2009) ; Nikonoff *Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire* (2011) ; Sapir *Faut-il sortir de l'euro ?* (2012) ; Durant et alii, *En finir avec l'Europe* (2013).

(2) Chiffres repris de Coulmin-Koutsaftis (2015), ainsi que de Okeanews.

(3) Cité in Coulmin-Koutsaftis (2015), p.86.

(4) Cité dans Burgi et alii, *La Grande Régression – La Grèce et l'avenir de l'Europe*, 2014, p. 102.

(5) Voir par exemple les interviews et

articles publiés dans les n°87 et 88 d'*Ensemble !*

(6) In Coulmin-Koutsaftis (2015), p. 61.

(7) Discours de Zoe Konstantopoulou au Sommet pour un plan B en Europe, 23 janvier 2016, www.youtube.com/watch?v=2s1zQVGqfcs

(8) Khalfa, Husson et alii (2014), p. 19

(9) Lordon (2015), p. 21 et suiv.

(10) www.euro-planb.eu

(11) <http://planbeuropa.es>

(12) En ligne sur www.ptb.be

(13) Rapport de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque (2015).

(14) Cédric Durand, in Balibar et alii (2015), p. 142 et suiv.

(15) Alexis Tsipras, interview télévisée du 12 juin 2012, cité in Burgi (2014), p. 96.

grec », l'évolution des événements en a décidé autrement. Sa coordinatrice évoque dans sa préface un « rapport d'étape » dans le cadre d'un combat qui « risque de durer encore longtemps ». Excellente entrée en matière, à lire absolument.

▷ Crozat Dominique, Gauthier Elisabeth, Balibar Etienne et alii (2015); *Ecrits sur la Grèce – Points de vue européens* (2015), Ed. du Croquant. Publication dans la collection Enjeux et débats d'Espace Marx et du réseau transform ! Europe, « partiellement financé par une subvention du Parlement européen ». L'ensemble du recueil apparaît comme un plaidoyer pour justifier l'acceptation du mémorandum par la direction de Syriza :

« Le sommet des chefs d'Etat de la zone euro, le 12 juillet, c'est une victoire de Tsipras car les Européens, même Angela Merkel, ont dû s'asseoir autour de la même table que lui. » (Athanasia Anagnostopoulou, Syriza, ministre déléguée grecque aux Affaires européennes). Quant aux dissidents de Syriza, qui ont refusé la capitulation, ils y sont qualifiés de « gauche auto-proclamée », d'« irresponsables » « entraînés dans la logique piégeuse de l'ennemi » (Stathis Gourgouris). Dans cette perspective, l'euro et l'UE sont l'horizon indépassable des gauches européennes du XXI^e siècle.

▷ Halimi Serge, Lapavitsas Costas et alii (2015), *Europe : le révélateur grec*, Ed. LLL. Recueil d'articles publiés dans *Le Monde diplomatique* entre mars et août 2015.

▷ Khalfa Pierre, Husson Michel et alii (2014) *Que faire de l'Europe ? – Désobéir pour reconstruire*. Ed. LLL. Livre collectif soutenu par Attac et la Fondation Copernic, qui discute de façon approfondie la thèse de la sortie de l'euro, la réfute et plaide en faveur d'une désobéissance unilatérale « aux traités dans une perspective de refondation d'un nouveau projet européen ».

▷ Koulévakis, Stathis (2015), *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale*, La Dispute. Recueil d'entretiens, échelonnés de janvier 2015 à juillet 2015 avec Koulevakis (professeur de théorie politique au King's College de Londres, membre du Comité central de Syriza jusqu'en juillet 2015 et aujourd'hui d'Unité populaire). Trois entretiens balisent le regard de la gauche de Syriza sur sa propre histoire. Depuis les espoirs initiaux de cette « gauche radicale » jusqu'à l'analyse

de l'échec et aux conclusions tirées pour l'avenir.

▷ Lordon Frédéric (2014), *La Malfaçon – Monnaie européenne et souveraineté démocratique*, Ed. LLL. Exposé détaillé des raisons pour lesquelles, selon Lordon, il n'y a pas d'issue démocratique et sociale en Europe sans sortie de l'euro.

▷ Lordon Frédéric (2015), *On achève bien les Grecs – Chroniques de l'Euro 2015*, Ed. LLL. Recueil des chroniques a publiées entre janvier et octobre 2015 sur le blog « La Pompe à Phynance » que l'auteur tient sur le site du *Monde diplomatique*. L'ensemble esquisse un bilan de l'expérience grecque du point de vue de ses rapports à l'euro et à l'Union européenne.

▷ Varoufakis Yanis (2015), *Notre printemps d'Athènes*, Ed. LLL. Discours-bilan de l'ex-ministre des Finances grec, qui a démissionné en juillet avant l'acceptation du mémorandum. Témoignage intéressant d'un acteur de premier plan, dont il faut quand-même relever qu'il a pleinement endossé pendant six mois la stratégie qui a été mis en échec.

